SEANCE DU 11 JUIN 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le onze juin, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de PLESTAN, dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Claudine AILLET, Maire -, Alain GUILLOT, Céline BARON, Alain GENCE, Nicolas RIQUEMENT - Adjoint, Philippe HERCOUET, Edith COQUIO, Olivier JOSSELIN, Dominique GUEGUEN, Loïc CHAUVEL - Conseillers Municipaux.

Elus représentés par un pouvoir : Marie-Lise FERET (pouvoir à Dominique GUEGUEN), Séverine LOLLIEROUX (pouvoir à Céline BARON), Christèle VETIL (pouvoir à Nicolas RIQUEMENT), Alexandrine GUERIN (pouvoir à Edith COQUIO), Jean-François KOUMOU (pouvoir à Alain GENCE).

Secrétaire de séance : Edith COQUIO

2025-032/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE DU 12 MAI 2025

Madame le Maire soumet au vote l'approbation du procès-verbal (PV) de la précédente séance du conseil municipal en date du 12 mai 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, approuve à l'unanimité le PV de la séance du 12 mai

2025-033/ CUISINE CENTRALE / ACHAT D'UNE LIGNE DE CUISSON NEUVE

Considérant la vétusté des matériels installés depuis plus de 32 ans à la cuisine centrale de PLESTAN, Monsieur Alain GUILLOT, Adjoint en charge des bâtiments rappelle que les élus, lors du vote du budget primitif 2025, ont validé l'inscription des crédits nécessaires pour le renouvellement de toute la ligne de cuisson de ladite cuisine.

Aussi, une consultation a été lancée auprès de 3 sociétés spécialistes de la cuisine professionnelle pour les collectivités, sociétés qui conçoivent, installent et entretiennent notamment, des matériels de cuisson.

Il est alors rappelé les différents matériels, objets de la consultation et constituant la ligne de cuisson neuve composée de :

- Un four mixte ICOMBI PRO 10-1/1 version électrique - ferrage gauche / système de cuisson intelligent - cuisson vapeur 30° C - 130° C/ port Ethernet et USB + WIFI
- Une table de soubassement
- Un CELTIC C6 plan neutre 300 placard ouvert
- Une CELTIC sauteuse 35 gaz
- Une CELTIC C10 friteuse 20 L gaz placard fermé
- Un CELTIC C6 plan neutre 300 placard ouvert
- Un piano 4 feux 6-8KW placard ouvert
- Un forfait installation

Sur proposition des commissions vie scolaire et bâtiments communaux réunies le lundi 2 juin 2025, et après analyse des 3 offres reçues, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de retenir l'offre de la société IGC22 basée à PLOUFRAGAN, mieux-disante pour l'achat et l'installation, à la cuisine centrale communale, d'une ligne de cuisson neuve s'élevant à 29 000 € H.T, soit 34 800 € TTC ;
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer le devis correspondant.

2025-034/ CREATION DE DEUX LIAISONS DOUCES PERIURBAINES ET AMENAGEMENTS DE SECURITE : APPROBATION DE L'AVENANT N°2

Monsieur Alain GUILLOT, Adjoint en charge de la voirie rappelle que le marché travaux « création de liaisons douces périurbaines et d'aménagements de sécurité » attribué à l'entreprise EUROVIA Bretagne SAS de PLOUFRAGAN le 28 juin 2024 pour un montant total de

349 725,90 € H.T se décomposait comme suit :

- pour la section 1 entre le bourg et la Grenouillère : 270 065,85 € HT
- pour la section 2 entre le bourg (parking de la salle des fêtes) et le site naturel de la vallée d'Hillion : 79 660,05 € HT

Il rappelle par ailleurs que dans le cadre du déroulement des travaux, le Conseil Municipal réuni en séance du 13 novembre 2024, avait validé à l'unanimité un avenant (N°1) lié à des travaux complémentaires s'élevant à un montant total de **9 409,25 € HT** et comprenant :

- des travaux d'élargissement du trottoir en bas à droite de la rue de la Hunaudaye (N°14) sur une longueur d'environ 35 mètres avec reprise de chaussée (coût 6 386,75 € H.T) d'une part ;
- des travaux de reprise de faïençage sur 50 m² de la voie communale de la Grenouillère (coût 3 022,50 € H.T) d'autre part.

Ainsi, le montant dudit marché travaux était porté à 359 135,15 € H.T.

Monsieur GUILLOT évoque ensuite que sur la section de la Grenouillère, le passage enterré d'un câble haute tension programmé par ENEDIS au 1^{er} semestre 2025 dans un des carrefours concernés par l'emprise des travaux communaux ainsi que la pose d'une canalisation gaz (lié à la mise en place d'une unité de méthanisation chez un privé) dans ce même carrefour, a contraint la commune et le maître d'oeuvre à suspendre ces travaux de voirie en décembre 2024.

S'agissant des travaux sur la section 2, le Département chargé de la gestion et de l'entretien du pont qui enjambe la RN12 sur lequel passe la RD55, a également contraint la commune à différer les travaux communaux d'élargissement du trottoir sur ledit pont du fait d'une réfection programmée de la bande de roulement par le Conseil Départemental ce printemps 2025.

A l'issue desdits travaux départementaux, la commune va pouvoir poursuivre les travaux d'élargissement du trottoir sur l'ouvrage si l'assemblée valide le surcoût des travaux liés à la solution technique imposée dernièrement à la collectivité par le Département et qui s'élève à près de 20 000 € H.T.

Considérant ce fait nouveau que la commune ne pouvait anticiper lors de la consultation des travaux ;

Considérant par ailleurs le détail des travaux en moins-value ;

Considérant la réalisation de travaux supplémentaires sur la section de la Grenouillère,

Aussi, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver l'avenant N°2 s'élevant à **48 431,90 € HT**, soit 58 118.28 € TTC ;
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant à intervenir ;

Le nouveau montant du marché travaux « liaisons douces » (avec l'avenant N°1 qui s'élevait à **359 135,15 € H.T**) serait ainsi porté (avenant N°2 compris) à **407 567.05 € HT**, soit **489 080,46 € TTC**.

2025-035/ AMENAGEMENT D'UNE PLAINE SPORTIVE ET DE LOISIRS / LOT N°1 - VRD / MODIFICATION DE L'INTITULE DE L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE (GROUPEMENT DE 2 CO-TRAITANTS)

Madame le Maire rappelle la délibération prise en séance du 12 mai 2025 attribuant les marchés travaux relatifs à l'aménagement de la plaine sportive et de loisirs.

S'agissant du lot N°1 - VRD, elle fait savoir que l'entreprise EUROVIA Bretagne SAS, attributaire du marché a répondu audit marché en qualité de mandataire du groupement constitué de 2 co-traitants, à savoir :

- Co-traitant 1 / EUROVIA BRETAGNE SAS - La Côte Boto - 22440 PLOUFRAGAN
- Co-traitant 2 / LESSARD T.P - Le Pont de Pierre - 22510 BREHAND

Aussi et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 14 voix pour et 1 abstention (Christèle VETIL), décide :

- de prendre une délibération rectificative afin de préciser que le marché « travaux » relatif au lot N°1 - VRD est attribué non pas à la seule entreprise EUROVIA Bretagne SAS mais au groupement d'entreprises désigné ci-dessous, à savoir :

- EUROVIA BRETAGNE SAS - La Côte Boto - 22440 PLOUFRAGAN, mandataire du groupement et co-traitant 1 (*prestations : bordures revêtements*) ;
- LESSARD T.P - Le Pont de Pierre - 22510 BREHAND et co-traitant 2 (*prestations : terrassement/empierrement*)

pour un montant total de travaux qui reste inchangé de 339 617.25 € H.T. (soit 407 540.70 € TTC) et qui se décompose comme suit :

- Co-traitant 1 / EUROVIA BRETAGNE SAS : 202 912.25 € H.T, soit 243 494.70 € TTC ;
- Co-traitant 2 / LESSARD T.P : 136 705 € HT, soit 164 046 € TTC

- de donner pouvoir à Madame le Maire ou à son représentant pour signer le marché à intervenir et d'effectuer les paiements sur les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées dans l'acte d'engagement.

2025-036/ AMENAGEMENT D'UNE ZONE DE STATIONNEMENT LE LONG DU TERRAIN D'HONNEUR DE FOOTBALL : ATTRIBUTION DU MARCHE TRAVAUX RELATIF A LA REALISATION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT EN BETON BANCHE AINSI QUE D'UN MUR ANNEXE

Madame le Maire rappelle que dans le cadre de l'attribution des marchés travaux relatifs à l'aménagement de la plaine sportive et de loisirs, les élus ont fait le choix de ne pas intégrer la réalisation d'un mur de soutènement en béton banché entre le terrain d'honneur de football et le parking B.

Le chiffrage d'un mur annexe en béton banché, sur une longueur de 18 mètres, a également été sollicité.

Aussi, Madame le Maire fait savoir qu'une consultation a été faite auprès de plusieurs entreprises spécialisées en béton banché pour réaliser tant ce mur de soutènement sur un linéaire d'une centaine de mètres (3 hauteurs différentes, avec fouilles en tranchée pour fondation, fourniture et mise en oeuvre d'une semelle en béton avec armatures en acier) qu'un mur annexe en béton banché sur une longueur de 18 mètres linéaires.

Seule une entreprise a donné suite à la consultation.

Aussi, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 14 voix pour et 1 abstention (Christèle VETIL) :

- de retenir la proposition de l'entreprise LE GUERN basée à PLEDRAN pour la réalisation des murs en béton banché décrits ci-dessus pour un coût total de 39 684.50 € H.T, soit 47 621.40 € TTC ;

- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant, à signer le devis correspondant.

Il est à noter que ladite dépense de voirie sera imputée sur l'opération « plaine sportive ».

2025-037/ AMENAGEMENT D'UNE PLAINE SPORTIVE ET DE LOISIRS : ATTRIBUTION DU MARCHE MISSION SPS

S'agissant des travaux d'aménagement de la plaine sportive et de loisirs, Madame le Maire précise que l'assemblée délibérante doit obligatoirement désigner un coordinateur pour assurer la mission en matière de sécurité et de protection de la santé, ceci dans la mesure où au moins deux entreprises interviendront concomitamment sur le chantier.

Aussi, une consultation a été lancée auprès de 3 prestataires. Seul l'APAVE a adressé une offre de prix pour ladite mission.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 14 voix pour et 1 abstention (Christèle VETIL), décide :

- de retenir l'offre de services de l'APAVE pour un montant d'honoraires de 2 640 € HT, soit 3 168 € TTC ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer l'offre de prestation de services se rapportant aux travaux de la plaine sportive et de loisirs qui se dérouleront sur 4 mois (juin, juillet, septembre et octobre).

2025-038/ SDIS 22 : VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS POUR LE PARC ROULANT SUR LES EXERCICES 2025 ET 2026

Madame le Maire fait savoir à l'assemblée que le SDIS22 est aujourd'hui confronté à une situation financière préoccupante ne lui permettant plus de dégager des capacités d'investissement suffisantes pour enrayer le vieillissement de son parc roulant.

Pour information, le Département compte 59 centres d'incendie et de secours armés par 566 engins de secours.

Aujourd'hui, 130 véhicules ont dépassé leur date d'amortissement technique imposant une charge d'entretien de plus en plus lourde et faisant peser un risque croissant de réforme de ces véhicules sans capacité de pouvoir les remplacer.

Considérant qu'aujourd'hui le SDIS22 ne peut qu'investir 1.5 millions d'euros par an sur son parc roulant alors qu'il serait nécessaire de disposer d'un budget annuel de l'ordre de 3.5 millions d'euros minimum pour en juguler le vieillissement ;

Considérant cette situation et à l'issue d'échanges réalisés avec le comité des financeurs du SDIS22, la création d'un fonds de concours porté par l'ensemble des communes a été acté ;

Considérant que la légitimité de ce financement versé sous forme de subvention d'investissement volontariste prend tout son sens dans la mesure où le Maire est l'autorité de police sur son territoire communal en charge de la distribution des secours ;

Considérant les modalités de versement de cette subvention qui portera sur les exercices 2025 et 2026 et qui est calculée sur la base de 1.5 € par habitant (population DGF 2024) en application du principe d'équité départementale ;

Au vu de l'exposé de Madame le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de verser au SDIS22, si la majorité des communes des Côtes d'Armor apportent leur contribution financière, une subvention d'investissement annuelle qualifiée de fonds de concours d'un montant de 2548.50 € (1,5 € par habitant DGF) et ce, pour chacune des années 2025 et 2026 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer à convention à intervenir.

2025-039/ PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Sur rapport de Madame le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.712-1 et L.714-4 et suivants,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la délibération instaurant un régime indemnitaire en date du 11 décembre 2017,

Vu le tableau des effectifs approuvé en séance du 9 avril 2025,

Vu l'avis favorable émis sur ledit dossier par le Comité Social Territorial Départemental en séance du 15 mai 2025,

Considérant qu'il convient de modifier au sein de la commune, conformément au principe de parité tel que prévu par les articles L.714.4 et suivants du code général de la fonction publique, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la commune,

Considérant que ce régime indemnitaire se compose :

* D'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent,

* D'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), lié à la manière de servir de l'agent et non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre,

Considérant qu'il convient de redéfinir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'adopter les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

BENEFICIAIRES

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué :

- Aux fonctionnaires titulaires et stagiaires
- Aux agents contractuels relevant du code général de la fonction publique.

MODALITES D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE et du CIA est défini par l'autorité territoriale, par arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Dès lors, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

- La prime de fonction et de résultats (PFR),
- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfetures (IEMP),
- La prime de service et de rendement (PSR),
- L'indemnité spécifique de service (ISS),
- La prime de fonction informatique
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes
- L'indemnité pour travaux dangereux et insalubres

Le RIFSEEP peut en revanche se cumuler avec :

- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, travail de nuit, travail du dimanche et jours fériés, ...),
- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement),
- Les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA)
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération **une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE)** ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents. Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées et à la prise en compte de l'expérience accumulée.

Les fonctions sont classées par groupe de fonctions dont le nombre est défini pour chaque cadre d'emplois, sans pouvoir être inférieur à un, selon les critères suivants :

- **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception**
Prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou de conduite de projet.
  - **Critères retenus** : responsabilité d'encadrement d'une ou plusieurs équipes, niveau d'encadrement dans la hiérarchie, responsabilité de coordination, responsabilité de pilotage de projets ou d'opérations, ampleur du champ d'action et des connaissances à mobiliser, technicité et sujétions

- **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions**
Valorisation de l'acquisition et de la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent.
  - **Critères retenus** : connaissance (de niveau élémentaire à expertise), complexité, niveau de qualification, temps d'adaptation, autonomie, initiative, diversité des tâches et/ou des dossiers, simultanéité des tâches et/ou des dossiers, diversité des domaines de compétences

- **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.**
Contraintes particulières liées au poste (exposition physique, responsabilités prononcées).
  - **Critères retenus** : exposition physique, relations externes, horaires particuliers

CONDITIONS DE VERSEMENT

Bénéficient de l'IFSE les cadres d'emplois et emplois énumérés à l'article 4 de la présente

délibération.

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.

S'agissant des agents à temps non complet et à temps partiel, l'IFSE est versé au prorata du temps de travail, dans les mêmes conditions que le traitement.

CONDITIONS DE RÉEXAMEN

Le montant de l'**IFSE** fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (*cette disposition pourra également être applicable aux emplois fonctionnels à l'issue de la première période de détachement*) ;
- En cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion ou la réussite à un concours.

PRISE EN COMPTE DE L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L'ÉVOLUTION DES COMPÉTENCES

L'**expérience professionnelle** des agents sera appréciée au regard des critères suivants :

- *Nombre d'années sur le poste occupé (et prise en compte des années sur un poste hors de la collectivité ou dans le privé) ;*
- *Nombre d'années dans le domaine d'activité (qui valorise davantage le parcours d'un agent et sa spécialisation) ;*
- *Élargissement des compétences et procédures, approfondissement des savoirs*
- *Capacité de transmission des savoirs et des compétences auprès d'autres agents*
- *Suivi de formations liées au poste*
- *Consolidation des connaissances pratiques assimilées sur le poste*

MODULATION DU FAIT DES ABSENCES

En l'absence de dispositions réglementaires, un agent ne peut pas prétendre au versement de son régime indemnitaire pendant sa période de congé pour indisponibilité physique.

En cas de congé maladie ordinaire :

- L'IFSE est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement

Dans la FPE le régime indemnitaire est versé aux agents dans les mêmes conditions et sur les mêmes périodes que le traitement (décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés).

En cas de congé de longue durée :

- L'IFSE n'est pas maintenue

En cas de congé de longue maladie, congé de grave maladie :

- L'IFSE suit les conditions de versement de l'Etat (maintenue à hauteur de 33% la première année et de 60% les deuxième et troisième année)

Rétroactivité du placement en congé de longue durée, longue maladie et grave maladie :

Lorsque l'agent est placé rétroactivement en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, l'ISFE qui lui a été versée durant son congé de maladie ordinaire lui demeure acquise.

En cas de congé pour invalidité temporaire imputable au service :

- L'IFSE est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement

Dans la FPE le régime indemnitaire est versé aux agents dans les mêmes conditions et sur les mêmes périodes que le traitement (décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés).

En cas de temps partiel thérapeutique :

- L'IFSE est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement

En cas de période de préparation au reclassement :

- L'IFSE est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement

En cas de congés annuels, congés de maternité ou pour adoption et congé de paternité :

- L'IFSE est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement.

ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU CIA

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte

de l'engagement et de la manière de servir. Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale.

PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET DE LA MANIERE DE SERVIR

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères suivants :

- L'investissement
- La capacité à travailler en équipe (contribution au collectif de travail)
- La connaissance de son domaine d'intervention
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste
- L'implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs...
- Et plus généralement le sens du service public

Ces critères sont appréciés lors de l'entretien professionnel de l'année N.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Bénéficiaire du CIA les cadres d'emplois et emplois énumérés à l'article 4 de la présente délibération.

Le CIA fait l'objet d'un versement annuel. Son montant n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

MODULATION DU FAIT DES ABSENCES

Le CIA n'est pas versé aux agents absents pendant les 12 derniers mois à compter de la date du précédent versement.

ARTICLE 4 : DETERMINATION DES MONTANTS PLAFONDS

Les montants maximaux de l'IFSE et du CIA applicables aux groupes de fonctions de chaque cadre d'emplois sont fixés dans les tableaux suivants, dans la limite des plafonds réglementaires applicables à la fonction publique d'État.

♦ FILIERE ADMINISTRATIVE

Cadre d'emplois des attachés (A)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires

Groupe 1	<i>Direction générale</i>	36 210 €	6 390 €
Groupe 2	<i>Adjoint à la direction générale</i>	32 130 €	5 670 €

[Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014](#)

Cadre d'emplois des rédacteurs (B)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires
Groupe 1	<i>Responsable d'un service, fonction de coordination</i>	17 480 €	2 380 €

[Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014](#)

Cadre d'emplois des adjoints administratifs (C)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires
Groupe 1	<i>Gestionnaire comptable et paie</i>	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution doté d'une technicité dans son domaine d'intervention</i>	10 800 €	1 200 €

[Arrêtés du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014](#)

◆ FILIERE TECHNIQUE

Cadre d'emplois des agents de maîtrise (C)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires

Groupe 1	<i>Chef d'équipe, chef cuisinier...</i>	11 340 €	1 260 €

[Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014](#)

Cadre d'emplois des adjoints techniques (C)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires
Groupe 1	<i>Agent doté d'une technicité</i>	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution</i>	10 800 €	1 200 €

[Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014](#)

◆ FILIERE MEDICO-SOCIALE

Cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisé des écoles maternelles (C)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires
Groupe 1	<i>ATSEM ayant des responsabilités particulières</i>	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution</i>	10 800 €	1 200€

[Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014](#)

◆ FILIERE CULTURELLE

Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine (C)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires

Groupe 1	<i>Agent responsable d'un équipement ou d'une équipe de bénévoles</i>	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution</i>	10 800 €	1 200 €

[Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014](#)

◆ **FILIERE ANIMATION**

Cadre d'emplois des animateurs (B)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires
Groupe 1	<i>Responsable d'un service, fonction de coordination</i>	17 480 €	2 380 €

[Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014](#)

Cadre d'emplois des adjoints d'animation (C)			
Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	Montant du CIA
		Plafonds réglementaires	Plafonds réglementaires
Groupe 1	<i>Encadrement de proximité ou responsable d'un équipement</i>	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution.</i>	10 800 €	1 200 €

[Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014](#)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- D'instaurer l'IFSE dans les conditions susmentionnées.
- D'instaurer le CIA dans les conditions susmentionnées.
- D'autoriser Madame le Maire à prendre et signer les arrêtés individuels dans la limite des plafonds susmentionnés.

- D'inscrire chaque année au budget les crédits correspondants.
- D'abroger l'ensemble des primes de même nature liées aux fonctions et à la manière de servir mises en place antérieurement au sein de la commune, à l'exception de celles-visées expressément à l'article 1^{er}.

La présente délibération annulera les précédentes et prendra effet au plus tôt à la date de transmission de la délibération au contrôle de la légalité et à celle de la publication.

2025-040/ JURY D'ASSISES POUR L'ANNEE 2026 : TIRAGE AU SORT, A PARTIR DE LA LISTE ELECTORALE 2025, DE TROIS PERSONNES QUI CONSTITUERONT POUR LA COMMUNE, LA LISTE PREPARATOIRE A LA CONSTITUTION DU JURY D'ASSISES

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor fixe chaque année, par arrêté, le nombre de jurés au jury d'assises, ceci en fonction du chiffre actualisé de la population. Pour 2026, la liste départementale annuelle du jury d'assises comportera 482 jurés.

La réglementation relative à la constitution de la liste préparatoire de la liste annuelle des jurés de la Cour d'Assises des Côtes d'Armor pour l'année 2026 prévoit que le nombre de jurés à tirer au sort, doit être le triple de celui des jurés fixés pour la circonscription considérée, soit :

Pour PLESTAN (arrondissement de SAINT-BRIEUC) : 1 juré → tirage au sort de 3 personnes qui doivent avoir atteint l'âge de 23 ans au cours de l'année civile qui suit.

Sous contrôle de l'assemblée, Madame le Maire procède au tirage au sort de trois personnes à partir de la liste électorale 2025 de la commune de Plestan. Les noms des personnes tirées au sort sont :

- 1- BOUCHARD Delphine épouse SOTT née le 24/09/1978 à AUXERRE (89), domiciliée 11, Le Rocher /PLESTAN
- 2- BESNARD Brigitte Régine Jeanne Simone épouse TURGIE née le 29/11/1960 à JUGON-LES-LACS, domiciliée 1, la Salle/PLESTAN
- 3- MORFOUASSE Eva Marine Gaëlle née le 10/12/2001 à SAINT-BRIEUC, domiciliée 2/4, La Maison Neuve / PLESTAN

2025-041/ VALLEE D'HILLION : FOURNITURE ET POSE DE TROIS BARRIERES AVEC POTEAUX AINSI QUE DES LISSES DE SOUTÈNEMENT EN BORDURE DU MASSIF IMPLANTE A L'ENTREE DU SITE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité décide de retenir l'offre financière de la SARL Alain HERVE pour :

- la fourniture et la pose de 3 barrières champêtres en Douglas de 4 mètres assortie de 2 poteaux châtaignier en 20/20 cm brut de sciage (qui seront scellés au béton), avec pointe de diamant, ainsi qu'un poteau en châtaignier brut de sciage pour bloquer la barrière ouverte ; l'ensemble s'élevant à 3 540 € HT ;

- la fourniture et la pose de 4 poteaux en 12/12 poteaux époutés en châtaignier pour un montant de 390 € H.T;
- la fourniture et la pose, sur le pied de la clôture existante, d'une lisse (demi ronde écorcée diamètre 10/12) au niveau du sol sur une longueur de 34 mètres linéaires pour un montant de 420 € H.T ;
- la fourniture et la pose des lisses en soutènement du massif sur une longueur de 28 mètres linéaires (terrassment à la mini-pelle), la pose de poteaux ronds en châtaignier diamètre 9/11 enfoncés à l'enfonce pieux. Des lisses demi-rondes seront posées et fixées par vis inox entre les poteaux et le massif. Ce poste atteint un forfait de 2 565 € HT.

Le coût total de l'investissement s'élève ainsi à 6 915 € H.T soit 8 298 € TTC.

2025-042/ CONSTRUCTION DE L'ESPACE PEDAGOGIQUE ET INTERGENERATIONNEL : APPROBATION DES AVENANTS N°1 AUX MARCHES TRAVAUX

Monsieur Alain GUILLOT, Adjoint en charge des bâtiments rappelle à l'assemblée que les travaux de construction de l'espace pédagogique et intergénérationnel dans la vallée d'Hillion ont été attribués aux entreprises par délibération en date du 9 octobre 2024.

Il précise alors que les travaux se déroulent conformément au planning et que ceux-ci s'orientent vers la phase finale.

Aussi, un point financier a été établi par le Maître d'œuvre KLM à l'issue de la réunion de chantier de la semaine dernière.

Au regard de l'avancement des travaux et des décisions prises lors du déroulé des travaux, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et 1 abstention (Christèle VETIL), décide :

- d'approuver les avenants N°1 relatifs aux lots détaillés ci-dessous :

* le lot 1 / Terrassement - VRD attribué à la SARL CAMARD TP de MORIEUX - pour un montant de travaux de 66 116.90 € HT voit son montant réduit de 4 721.50 € HT. Ce montant correspond à la différence entre les travaux en moins-values (-12 157.50 € HT) et les travaux en plus-value (+ 7 436 € HT). Le nouveau montant du marché est donc porté à 61 395.40 € HT ;

* le lot 2 / Gros œuvre - maçonnerie attribué à la Société LE GUERN de PLEDAN pour un montant de travaux avec option de 187 500 € HT voit son montant augmenter de 7 060.40

€ HT. Cette plus-value correspond à la réalisation d'une lasure minérale anti-graffe de chez KEIM. Le nouveau montant du marché est donc porté à 194 560.40 € HT ;

* le lot 3 / Murs ossature bois - bardage - meuble toilettes sèches attribué à SAS TURMEL de PLEMY pour un montant de travaux de 22 993.06 € HT voit son montant réduit de 703.43 € HT. Ce montant correspond à la différence entre les travaux en moins-values (-923.23 € HT) et les travaux en plus-value (+ 219.80 € HT). Le nouveau montant du marché est donc porté à 22 289.63 € HT ;

* le lot 4 / Etanchéité attribué à la Société SN ARMOR ETANCHEITE de NOYAL- pour un montant de travaux de 16 229.67 € HT voit son montant réduit de 335.68 € HT. Ce montant correspond à la différence entre les travaux en moins-values (-2748.58 € HT) et les travaux en plus-value (+ 2412.90 € HT). Le nouveau montant du marché est donc porté à 15 893.99 € HT ;

- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer les devis et les avenants correspondants.

Le montant total des travaux relatif à la construction de l'espace pédagogique qui s'élevait à 356 318.12 € HT, est ainsi augmenté de 1 299.79 € HT (montant travaux +/-).

Le nouveau montant total des travaux est donc porté à 357 617.91 € H.T, soit 429 141.49 € TTC.

2025-043/ PATRIMOINE COMMUNAL : RENOVATION DE LA DOUCHE DE L'APPARTEMENT SIS AU DESSUS DE L'ANCIENNE PHARMACIE

Sur avis favorable de la commission bâtiment réunie le lundi 2 juin dernier, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de rénover la douche de la salle de bain sise dans l'appartement au-dessus de l'ancienne pharmacie (local commercial loué au travers d'un bail précaire à PANDA TRUCK) ;
- de retenir l'offre de prix en date du 20 mai 2025 de la SARL DEQUE Jérôme pour un montant total H.T. de travaux s'élevant à 4 602,19 € H.T soit 5 522.63 € TTC ;
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer le devis correspondant.

2025-044/ ENTRETIEN DES ABORDS DU TERRAIN DE FOOTBALL : PROPOSITION DE PRESTATION DES 3 FRERES SERVICES SARL

Sur avis de la commission réunie le 2 juin 2025 et après analyse des offres sollicitées pour assurer l'entretien des abords du terrain de football, il est proposé au Conseil Municipal :

- de retenir l'offre la mieux-disante de la SARL les 3 Frères Services basée à CHATEAUROUX pour assurer les prestations d'entretien énoncées ci-après aux abords du terrain de football :

- entretien des mains courantes, pieds des buts de football, espaces enherbés autour du terrain, talus situé entre le terrain d'honneur et le terrain d'entraînement évalué à 36 heures de travail pour un montant total H.T. de 1 440, 00 € ;

- les tailles tant de la haie de conifère (face intérieure) que du lierre (avec ramassage) évaluées à 6 heures de travail pour un montant de 240 € HT

Le montant total des prestations s'élève ainsi à 1 680 € H.T, soit 2 016 € TTC. Le contrat de prestation de services est arrêté comme suit :

- * 1ère intervention sur les mois de juin, septembre, octobre et novembre 2025 ;
- * 2ème intervention sur les mois de février, mars, avril, mai et juin 2026

Délégations (délibération en date du 22/06/2020) :

*offre de contrat de ligne de trésorerie de 500 000 € signé le 26/05/2025 par Madame le Maire auprès du Crédit Agricole Mutuel

*Devis ENEDIS pour une demande de raccordement au réseau d'électricité de l'espace pédagogique - montant 1 658.88 € TTC

*Devis brins de jardins : honoraires étude de végétalisation de la toiture de l'espace pédagogique - montant 2 385 € TTC

*DEVIS R Buro : Stores enrouleurs bureau de Mme le Maire et du 1^{er} adjoint - montant : 526.80 € TTC + stores bureau de direction (porte vitrée donnant sur le hall + baie vitrée donnant sur le sas d'entrée - montant : 1 187.28 € TTC

Recours association AIRS : déclaration de sinistre faite le 27/05/2025 auprès de l'assureur de la commune GROUPAMA, au titre de la PROTECTION JURIDIQUE.

La commune a demandé à GROUPAMA de désigner un de ses avocats partenaires pour défendre les intérêts de la collectivité et produire le mémoire en défense.

*****

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée

<u>Tableau récapitulatif des délibérations du 11 JUIN 2025</u>	
2025 - 032	APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 12/05/2025
2025 - 033	CUISINE CENTRALE/ACHAT D'UNE LIGNE DE CUISSON NEUVE
2025 - 034	CREATION DE DEUX LIAISONS DOUCES PERIURBAINES ET AMENAGEMENTS DE SECURITE : APPROBATION DE L'AVENANT N°2
2025 - 035	AMENAGEMENT D'UNE PLAINE SPORTIVE ET DE LOISIRS / LOT N°1 - VRD / MODIFICATION DE L'INTITULE DE L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE (GROUPEMENT DE 2 CO-TRAITANTS)
2025 - 036	AMENAGEMENT D'UNE ZONE DE STATIONNEMENT LE LONG DU TERRAIN D'HONNEUR DE FOOTBALL : ATTRIBUTION DU MARCHE TRAVAUX RELATIF A LA REALISATION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT EN BETON BANCHE AINSI QUE D'UN MUR ANNEXE
2025 - 037	AMENAGEMENT D'UNE PLAINE SPORTIVE ET DE LOISIRS : ATTRIBUTION DU MARCHE MISSION SPS
2025 - 038	SDIS 22 : VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS POUR LE PARC ROULANT SUR LES EXERCICES 2025 ET 2026
2025 - 039	PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)
2025 - 040	JURY D'ASSISES POUR L'ANNEE 2026 : TIRAGE AU SORT, A PARTIR DE LA LISTE ELECTORALE 2025, DE TROIS PERSONNES QUI CONSTITUERONT POUR LA COMMUNE, LA LISTE PREPARATOIRE A LA CONSTITUTION DU JURY D'ASSISES
2025 - 041	VALLEE D'HILLION : FOURNITURE ET POSE DE TROIS BARRIERES AVEC POTEAUX AINSI QUE DES LISSÉS DE SOUTÈNEMENT EN BORDURE DU MASSIF IMPLANTE A L'ENTREE DU SITE
2025 - 042	CONSTRUCTION DE L'ESPACE PEDAGOGIQUE ET INTERGENERATIONNEL : APPROBATION DES AVENANTS N°1 AUX MARCHES TRAVAUX
2025 - 043	PATRIMOINE COMMUNAL : RENOVATION DE LA DOUCHE DE L'APPARTEMENT SIS AU DESSUS DE L'ANCIENNE PHARMACIE
2025 - 044	ENTRETIEN DES ABORDS DU TERRAIN DE FOOTBALL : PROPOSITION DE PRESTATION DES 3 FRÈRES SERVICES SARL

Le Maire,
Claudine AILLET

La Secrétaire,
Edith COQUIO